

Ils l'ont dit

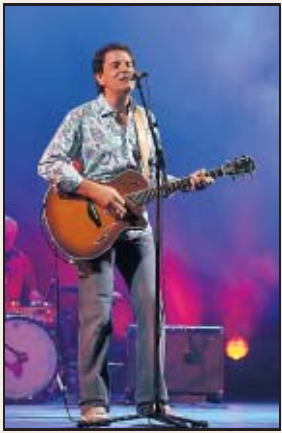
■ STUPÉFIANT

« C'est stupéfiant, dans tous les sens du terme »

(Bernard Accoyer, député UMP de Haute-Savoie, à propos des déclarations de Vincent Peillon sur le cannabis)

■ PASTIS

Le cannabis ne « me paraît pas beaucoup plus nocif que le pastis »



Francis Cabrel (Photo Emmanuel Grondin) estime que la dépénalisation du cannabis permettrait de « court-circuiter les mafias parallèles », et confie que cette drogue ne lui « paraît pas beaucoup plus » nocive que le pastis, dans une interview publiée hier dans le Parisien. Interrogé sur le débat sur la dépénalisation du cannabis, Francis Cabrel déclare dans cette interview menée par des lecteurs du Parisien : « cela m'est égal. Même si je pense que la dépénalisation permettrait de court-circuiter les mafias parallèles. Et que le cannabis ne me paraît pas beaucoup plus nocif que le pastis ». Il souligne toutefois qu'il n'a « jamais fumé ».

■ ENCOURAGEMENT

« Les personnes dépendantes de la drogue n'ont pas besoin d'encouragement à la consommation. Elles ont besoin de retrouver confiance en elles et d'être soutenues pour sortir la tête de l'eau ».

(Véronique Besse, députée de la Vendée - Mouvement pour la France, de Philippe de Villiers)

■ IDÉOLOGIE

« Allez voir dans la ville de Francfort où j'étais adjoint au maire. Nous avons développé ces salles de shoot il y a maintenant vingt-cinq ans et nous avons diminué la mortalité, avec une politique moderne de drogue, de 90 %. Donc il faut arrêter avec ces débats idéologiques »

(L'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit - EELV)

CE QU'EN PENSENT LES PARLEMENTAIRES DE LA RÉUNION

Ça sent la banane...

Les députés et sénateurs de La Réunion votent les lois. Que pensent-ils de celle du 31 décembre 1970 qui interdit l'usage du zamal ? Sont-ils favorables à une évolution des textes. Quid des salles de consommation de drogues voulues par le gouvernement ? Difficile de le savoir : ils ne se bousculent pas pour prendre la parole sur ce sujet épineux.

Le débat est clos, a tranché le Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Certes, mais il est récurrent (voir ci-dessous) et pourrait un jour revenir devant le législateur. Nous avons donc sollicité les parlementaires réunionnais susceptibles de se prononcer sur une évolution de la loi.

Silence quasi général

À Mmes Ericka Bareigts, Huguette Bello, Monique Orphée et Jacqueline Farreyrol, à MM. Jean-Jacques Vlody, Patrick Lebreton, Jean-Claude Fruteau, Thierry Robert, Michel Fontaine, Paul Vergès et Michel Vergoz, Le Quotidien a d'abord demandé leur position personnelle sur la loi du 31 décembre 1970 « relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic et de l'usage illicite des substances vénéneuses ». Prohibition, dépénalisation ou légalisation du cannabis : quelle mesure aurait la préférence de ces députés et sénateurs ?

Deuxième question : si évolution il devait y avoir, de par son histoire, sa position géographique, sa situation économique et sociale, La Réunion pourrait-elle être distinguée du territoire métropolitain et devenir pour le cannabis une terre d'expérimentation, à l'image des expérimentations des salles de consommation à moindre risque que la ministre de la Santé Marisol Touraine espère lancer en France métropolitaine avant la fin de l'année ?

À ces deux questions, seulement... deux parlementaires (sur onze) ont répondu.

La première réponse, somme toute laconique, mais très claire, est transmise par Okan



La Réunion dispose de sept députés et quatre sénateurs pour faire entendre sa voix au moment de voter les lois. Mais sur le zamal, sur son interdiction, sur une éventuelle évolution de la législation, ils ne sont pas très disert. Seuls Thierry Robert et Ericka Bareigts ont accepté de s'exprimer sur le sujet.

Germiyan, assistant parlementaire de Thierry Robert : « M. Thierry Robert, Député MoDem de La Réunion, me charge de vous informer qu'il est opposé à la dépénalisation du cannabis ».

Ericka Bareigts est plus loquace, sur la forme, mais parvient à la même conclusion sur le fond.



« La dépénalisation serait un moyen de légaliser la tolérance appliquée aux consommateurs par rapport à la loi du 31 décembre 1970, qui classe la consommation de cannabis comme un délit et qui n'est peut-être plus adaptée aujourd'hui.

« D'ailleurs, dans sa lettre de mission à la Mildt (Mission Interministérielle de Lutte contre



la Drogue et la Toxicomanie), le premier ministre Jean-Marc Ayrault soulignait que la Mildt devrait être une force de proposition pour adapter le cas échéant, le droit commun actuel pour lutter contre la drogue et les conduites addictives qui ont cours en 2012.

« Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin a déjà proposé

en 2003 de contraindre l'usage du cannabis, mesure voulue par le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, rappelle Ericka Bareigts, qui a de la mémoire et sait rappeler les prises de position de l'opposition.

« Concrètement, la consommation de cannabis serait punie d'une amende et non plus d'une peine d'emprisonnement.

« Aussi, il faut savoir différencier dépénalisation et légalisation. La dépénalisation signifie que cela reste interdit de vendre et de consommer du cannabis, mais qu'on ne sanctionne plus la consommation uniquement d'une contravention et non plus en tant que délit. La légalisation autorise le commerce du cannabis ».

« Quant à la prohibition, reconnaît la députée réunionnaise, l'Histoire nous a déjà montré qu'elle produisait le plus souvent l'effet inverse de celui voulu, en créant un support fort pour le développement des trafics (...) »

Mais pour autant, « comme je l'ai expliqué dernièrement, je ne suis pas pour le moment, au vu de la situation sanitaire et sociale à La Réunion, favorable à une dépénalisation du zamal. Malgré ce qu'on peut lire, les effets du zamal n'aident pas à l'insertion sociale et professionnelle et au contraire, peuvent provoquer repli sur soi, addictions, problèmes psychologiques et parfois engendrer des phénomènes de violence.

« Le risque de la dépénalisation est aussi de banaliser les risques du zamal notamment chez les plus jeunes. Il augmente aussi les risques de décrochage scolaire, alors qu'on tente à La Réunion de diminuer ce taux avec nos politiques éducatives ».

K.B.

Quinze ans de polémique sur la dépénalisation du cannabis

La dépénalisation du cannabis divise les responsables politiques, voici quelques étapes de la controverse depuis quinze ans :

■ LA GAUCHE « PÉTARD »

En septembre 1997, Dominique Voynet, co-fondatrice des Verts et ministre de l'Environnement, répond « oui » à Charlie-Hédo qui lui demande si elle a déjà fumé du cannabis, « merde » pour savoir si elle en fume encore et s'affiche « toujours favorable » à sa légalisation.

La ministre de la Justice Elisabeth Guigou déclare sur TF1 que « ce n'est pas un drame » de fumer un joint, « sauf si cela devient régulier ».

Jean-Louis Debré, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, se demande « si après la gauche caviar on va avoir droit à la gauche "pétard" ».

■ JOSPIN, LE « JOINT » ET L'ALCOOL

« Fumer un joint chez soi est certainement moins dangereux que boire de l'alcool avant de conduire », déclare le 25 mars 2002 le Premier mi-



nistre Lionel Jospin, candidat PS à la présidentielle.

Mais il « ne souhaite pas banaliser la consommation de cannabis ».

■ LA DROITE PROPOSE UNE CONTRAVENTION

« Il faut arrêter de traiter toujours ces questions avec la répression », estime le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin le 21 septembre 2003 en proposant de graduer les peines avec

« une contravention modeste pour le premier fumeur » conformément à un rapport de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt).

■ DES DÉPUTÉS DE GAUCHE POUR LA LÉGALISATION

Le 15 juin 2011, un groupe de députés de gauche présidé par Daniel Vaillant (PS), ex-ministre de l'Intérieur, préconise une « légalisation contrôlée du cannabis » avec une « filière nationale » comme le tabac.

La droite s'indigne, des responsables socialistes prennent leurs distances, l'idée « va à l'encontre de mes valeurs », dit Manuel Valls, ministre de l'Intérieur un an après. Jean-Marc Ayrault, chef des députés PS, promet une fois la gauche au pouvoir « une commission de consensus pour essayer de dégager des solutions ».

■ CHANGEMENTS DE PIED

Le 19 avril 2012, le président Nicolas Sarkozy juge « irresponsable » la proposition du sénateur-maire PS de Dijon François Rebsamen - non rete-

nue par M. Hollande notamment « pour des raisons qui tiennent à la nécessité de l'interdit » - de transformer le délit de consommation de cannabis en contravention.

Avant son élection, M. Sarkozy avait pourtant déclaré le 17 mars 2007 sur la radio Skyrock : « Je propose la contraventionnalisation » car « faire de la consommation un délit n'a pas beaucoup de sens », une idée déjà formulée le 25



juin 2003 comme ministre de l'Intérieur.

De son côté, la première secrétaire du PS Martine Aubry, candidate à la primaire socialiste, déclare le 15 septembre 2011 au site Rue89 : « Je suis pour la dépénalisation » du cannabis. « Je suis contre », avait-elle dit le 16 juin précédent sur TF1.

■ UNE MINISTRE VEUT DÉPÉNALISER

Le 5 juin 2012, la nouvelle ministre du Logement Cécile Duflot, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), plaide pour la dépénalisation du cannabis prônée par son mouvement. « Il faut considérer que le cannabis, c'est comme l'alcool et le tabac, même régime : une politique de santé publique et de prévention, notamment vis-à-vis des plus jeunes », déclare Mme Duflot.

La droite crie au « désastre moral ». Le président François Hollande est « opposé à une dépénalisation du cannabis », rappelle la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem.